

**DISCOURS PRONONCÉ PAR LE JUGE HASSAN B. JALLOW,
PROCUREUR DU TPIR,
À L'OCCASION DE LA PRESTATION DE SERMENT
DE M^{ME} FATOU BENSOUDA, PROCUREURE ADJOINTE DE LA CPI**

LE 1^{ER} NOVEMBRE 2004

Monsieur le Président de la CPI,
Mesdames et Messieurs les juges,
Monsieur le Procureur de la CPI,
Madame la Procureure du TPIY,
Mesdames et Messieurs les procureurs adjoints,
Mesdames et Messieurs du corps diplomatique,

Il y a environ trois semaines, à l'occasion d'une cérémonie qui s'est déroulée dans la belle ville d'Arusha en Tanzanie, mes collègues et moi-même ont pu formellement dire adieu à M^{me} Fatou Bensouda lorsqu'elle nous a quitté pour assumer ses nouvelles fonctions à la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Vous nous avez grandement honorés en nous invitant à la cérémonie marquant sa prestation de serment.

Bon nombre d'entre vous ont peut-être eu l'occasion, comme moi, de travailler avec M^{me} Fatou Bensouda. Avant sa nomination au TPIR, elle a été au service de son pays en exerçant à titre de juriste aux plus hauts échelons. Tout d'abord, comme directrice des poursuites publiques et ensuite comme procureure générale. Elle s'est admirablement acquittée de ses responsabilités dans les deux postes. Ses fonctions lui ont non seulement donné l'occasion d'engager des poursuites criminelles, mais aussi de diriger et de gérer les activités de poursuite, de chapeauter l'élaboration d'une politique nationale sur la prévention du crime et la lutte contre la criminalité, et de participer aux efforts internationaux de lutte contre la criminalité internationale. Par la suite, M^{me} Bensouda a élargi son

champ de compétences en exerçant dans un cabinet et en travaillant dans la gestion d'entreprises privées.

Entrée en fonction au TPIR en mai 2002, elle a travaillé au Bureau du Procureur comme conseillère juridique, tout d'abord à Kigali au Rwanda et ensuite à Arusha, en Tanzanie. Il y a quelques mois, elle a été promue au poste de conseillère juridique principale du Bureau du Procureur. Aux dires de tous, elle a accompli ses tâches au TPIR en faisant preuve d'une compétence remarquable, de dévouement et d'un engagement évident à l'égard de la cause de la justice pénale internationale. Son poste de conseillère juridique ne l'a pas empêchée de plaider à titre de volontaire ou à la demande de ses collègues lorsque le besoin s'en faisait ressentir. Ainsi, bien qu'étant conseillère juridique, elle a fourni un appui aux substituts du Procureur à de nombreuses occasions.

M^{me} Bensouda, vos nouvelles fonctions constituent un défi de taille. Nombreuses sont les attentes des États, des organisations non gouvernementales, des victimes, etc. Vous devrez maintenir votre engagement à l'égard de la justice et de la primauté du droit. Forte de votre expérience pratique acquise au TPIR, vous savez que les défis liés à la bonne administration de la justice pénale internationale sont complexes, nombreux et divers. La CPI aura sans doute à relever les mêmes défis. Après tout, la Cour pénale internationale est une cour permanente. Elle devra traiter de nombreuses situations différentes, et pas d'une seule comme le TPIR et le TPIY, des situations provenant de divers coins du monde, des situations qui se présentent simultanément. Mais je me compte parmi les nombreuses personnes qui sont convaincues que votre expérience, acquise dans votre pays et au TPIR, vous servira bien lorsque vous-même et vos collègues de la CPI vous préparerez à relever les défis qui vous attendent. Nous

vous offrons nos félicitations, ainsi qu'à la CPI, à l'égard de votre nomination, et nous vous adressons nos meilleurs vœux de succès dans votre tâche importante.

L'administration de la justice pénale internationale en est à une nouvelle étape. Les tribunaux *ad hoc* se préparent à terminer leurs travaux par le déploiement de leurs stratégies d'achèvement respectives, et ils passeront le flambeau de la justice pénale internationale à la CPI. Lorsque nous nous considérons la période précédant immédiatement la création des deux tribunaux *ad hoc*, il est juste de conclure que, compte tenu de leurs objectifs et des attentes des fondateurs, les tribunaux *ad hoc* ont connu un grand succès. Et ce, en dépit des nombreuses contraintes, contraintes liées à leur rôle pionnier, aux ressources, à la logistique et à l'absence de jurisprudence sur les questions les plus importantes que les tribunaux ont eu à examiner. Bon nombre d'entre vous ici présents ont grandement contribué à cette réussite.

Établis principalement pour traduire en justice les personnes responsables de violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire, les tribunaux ont ainsi été conçus comme des institutions dont le travail contribuerait à mettre fin à l'impunité, à rendre justice et dignité aux victimes et à promouvoir la réconciliation et la paix.

Les tribunaux *ad hoc* ont grandement contribué à combler le vide jurisprudentiel et à enrichir et à accroître la jurisprudence du droit pénal international, en l'absence de laquelle aucun système de justice pénal international ne peut fonctionner efficacement. Les règles de procédure pénale internationale, les règles internationales de preuve, et les normes internationales garantes de procès équitables ont toutes été en grande partie élaborées et perfectionnées par les

tribunaux. Nous avons acquis une expérience et des compétences considérables relativement à la conduite d'enquêtes criminelles internationales, à la sélection des personnes à poursuivre, aux défis de logistique posés par l'organisation et la conduite de poursuites criminelles, et aux conséquences de celles-ci, à savoir les mesures de protection des témoins, la fixation des peines, l'exécution des peines, etc.

À compter d'aujourd'hui, vingt-cinq personnes ont été poursuivies en justice devant le TPIR, trois d'entre elles ayant été innocentées et les autres déclarées coupables. Parmi les personnes déclarées coupables, on retrouve l'ancien premier ministre du Rwanda, des ministres de l'ancien gouvernement, des dirigeants d'administrations civiles et locales, des chefs de partis politiques, des leaders ecclésiastiques et militaires et des dirigeants de médias, c'est-à-dire ceux qui occupaient des rôles de leader et étaient responsables des violations les plus graves du droit humanitaire. Bon nombre des autres accusés appartenant à cette catégorie figurent sur la liste des personnes à traduire en justice. Dix-sept personnes sont en détention provisoire à Arusha, et quatorze personnes mises en accusation sont toujours en liberté. Un certain nombre d'autres personnes font l'objet d'enquêtes. On prévoit que jusqu'à quarante et un autres dossiers seront déférées aux juridictions nationales.

La stratégie de renvoi d'affaires aux juridictions nationales a été élaborée en réponse au fait qu'il sera impossible, faute de temps et, j'ajoute bien, faute de ressources, de traduire devant le TPIR toutes les personnes ayant commis des violations graves. Néanmoins, il reste que le nombre de personnes devant passer en justice à Arusha d'ici 2008, date à laquelle les procédures en première instance devront prendre fin, est plus élevé que le nombre d'accusés traduits en justice

depuis l'instauration du TPIR. Nous sommes tout de même confiants que nous serons en mesure d'accomplir notre tâche, moyennant le soutien nécessaire de la communauté internationale. Au fil du temps, nous avons pris des mesures importantes à l'interne et acquis de l'expérience afin d'accélérer les poursuites. Néanmoins, nous ne pourrions relever le défi qu'avec un soutien international consistant en l'apport des ressources nécessaires, la coopération des États pour ce qui est de l'arrestation des fugitifs et de leur transfèrement au TPIR, et la volonté des États de poursuivre les affaires déferées par le TPIR au sein de leurs propres systèmes nationaux et de faciliter la réinstallation et la protection des témoins.

Je crois que l'expérience des dix dernières années nous a enseigné plusieurs leçons. La plus importante, à mon avis, c'est que le travail des tribunaux a démontré de façon concluante que le système de justice pénale internationale est viable et réalisable, et ce, malgré les tous les défis et contraintes.

Il est possible de poursuivre des crimes à l'échelon international. Le système n'est pas parfait, bien sûr. Rappelons-nous qu'aucun système judiciaire national ne peut prétendre l'être non plus. Nous devons cependant continuer d'œuvrer à l'échelon international en vue d'améliorer notre efficacité et d'accélérer l'administration de la justice tout en respectant les normes garantes d'une procédure régulière et d'un procès équitable.

Néanmoins, les poursuites internationales ne sont pas seulement réalisables, mais aussi souhaitables, voire nécessaires au maintien de la paix et de la justice. Les violations les plus odieuses des droits de l'homme, comme celles commises au Rwanda et en ex-Yougoslavie, ne peuvent être traitées efficacement par des procédures et des systèmes quasi-civils. La sanction pénale doit être conservée et

doit être appliquée pour tenir les auteurs responsables et exercer un effet dissuasif.

Mais aucun système de ce genre ne peut accomplir son mandat sans un soutien international complet. Aujourd'hui, la Cour pénale internationale traduit les espoirs de paix et de justice de l'humanité. Nous devons œuvrer pour un système qui soit réellement universel et consensuel.

Nous devons néanmoins reconnaître les limites de tout système pénal international. Aucun système de ce genre ne permet de poursuivre chaque personne impliquée dans les lourdes tragédies humanitaires auxquelles sont confrontés les tribunaux. Dans leurs stratégies d'achèvement des travaux, les tribunaux *ad hoc* ont accepté cette réalité, en concentrant leurs efforts sur les personnes portant la plus grande responsabilité des crimes, d'une part, et en promouvant la stratégie de renvoi des affaires aux compétences nationales, d'autre part. Ni le système national ni le système international pris individuellement peuvent garantir la victoire sur l'impunité. Pour réussir à réellement vaincre l'impunité, il doit y avoir un partenariat véritable entre le système national et le système international comme le prévoit le régime de complémentarité du Statut de Rome.

Ainsi, le succès de la justice pénale internationale jouera, entre autres, au niveau national. Une complémentarité efficace nécessite un programme ininterrompu visant à promouvoir la volonté nationale ainsi que la capacité nationale d'enquêter sur de tels crimes et d'intenter des poursuites. Ce programme prévoirait la réforme du droit, la reconnaissance nationale des règles du droit pénal international, la mise sur pied et le renforcement des institutions, le

perfectionnement des ressources humaines, la promotion d'une volonté à l'échelon national de punir de tels crimes et surtout, la création d'un milieu favorable à une saine gouvernance, laquelle demeure le meilleur moyen préventif contre de telles tragédies.

Bon nombre de défis nous attendent dans l'avenir. Mais l'expérience collective acquise au cours de la dernière décennie dans le domaine de la justice pénale internationale - les réussites et les erreurs, ces dernières étant, nous l'espérons, pas trop nombreuses - devrait nous éclairer au fur et à mesure que nous progressons vers la fin d'une étape et le début d'une nouvelle dans le système de justice pénale internationale.

Merci.